



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

Comité local de Nanterre, 27 rue Sadi Carnot, 92000 Nanterre

06 31 82 20 85

mrp.nanterre@gmail.com

25 JUIN 2022

COLLOQUE DU MRAP : 50^{ième} ANNIVERSAIRE DE LA LOI DE 1972

INTERVENTION DU COMITE LOCAL DU MRAP DE NANTERRE

RACISME INDUIT PAR LE CONTEXTE MIGRATOIRE :

L'EXPERIENCE DES COLLECTIFS DE LUTTE DANS LES HAUTS DE SEINE

(présentée par Sophie Dour, coprésidente du comité local)

L'organisation de l'accueil des migrants dans notre pays est tellement absurde qu'elle génère automatiquement du « trafic obligatoire » dans tous les domaines de la vie quotidienne.

En effet, lorsqu'ils arrivent en France, les migrants ne sont pas autorisés à travailler mais doivent évidemment trouver un emploi, d'une part pour survivre et d'autre part pour être régularisés. Et on les maintient dans ce « no man's land » insupportable durant 5 longues années puisque c'est le temps qu'il faut pour déposer un premier dossier de régularisation en préfecture.

Dans un premier temps ils doivent donc travailler « au noir » ! Ce qui provoque chez certains de nos concitoyens une sorte d'incompréhension et de rejet puisque certains employeurs sans scrupules en profitent pour baisser leurs salaires et faire du chantage à l'emploi !

En faisant croire que dès qu'ils arrivent « les étrangers sont reçus comme des rois » et qu'on leur offre tout sur un « plateau d'argent » (logement, allocations en tout genre, sécurité sociale ... et allant même jusqu'à affirmer qu'ils peuvent se rendre gratuitement en thalassothérapie quand ils le veulent), et ce, sans jamais être démentie directement, l'extrême droite monte ainsi nos concitoyens « français de souche », comme on dit, contre ceux qui viennent en France parce qu'ils n'ont pas d'autres choix.

Or, comme vous le savez, c'est tout le contraire ! Les étrangers non régularisés n'ont le droit à rien et doivent se débrouiller seuls durant les premières années de leur vie en France !

Il en va de même en ce qui concerne les jeunes mineurs isolés.

D'une part, les comportements emprunts de racisme à leur égard sont excités par des déclarations scandaleuses de politiciens (celles largement médiatisées d'Eric Zemmour n'étant que la pointe extrême du phénomène) et ils souffrent des accusations de nuisance, voire de délinquance dont ils font l'objet, dans des

déclarations qui font très régulièrement l'amalgame entre les jeunes français d'origine étrangère et les primo-arrivants.

Or trop peu de français se demandent comment des familles en arrivent à envoyer leurs enfants seuls dans un pays éloigné pour leur donner une chance d'étudier et de travailler ici !

Et d'autre part, ce qu'il faut savoir c'est qu'ils ne sont pas accueillis à la hauteur d'une grande puissance comme la nôtre !

En effet, en France l'organisme qui est chargé de cet accueil est l'ASE.

Or on ne lui donne pas les moyens de mener à bien cette mission spécifique et ses personnels souffrent de difficultés de travail qui les conduisent parfois à des comportements inappropriés, vis-à-vis des jeunes qu'ils ont à gérer.

En effet, la plupart de ces jeunes qui arrivent se retrouvent hébergés dans des hôtels privés faute de places en hébergement spécialisé et même lorsqu'ils sont en pleine formation (professionnelle ou scolaire), ils sont régulièrement mis à la rue dès qu'ils ont atteint l'âge de 18 ans.

Mieux encore, de plus en plus de ceux qui ont déposé un dossier de régularisation de jeunes majeurs reçoivent une OQTF alors qu'ils sont en train de préparer leur avenir ici.

Et là on ne parle que de jeunes qui se font connaître par le biais de personnes physiques ou d'associations !

Comme cela a été le cas, par exemple, pour cet apprenti boulanger dont le patron s'est fait connaître par une grève de la faim mémorable afin d'exiger sa régularisation !

Mais qu'en est-il des autres ?

Il est vrai que certains d'entre eux, rejetés par les pouvoirs publics et donc livrés à eux-mêmes n'ont pas d'autres possibilités que de se débrouiller pour survivre et peuvent ainsi tomber entre de mauvaises mains comme des réseaux de prostitution ou des bandes mafieuses qui se servent d'eux pour jouer les pickpockets ou les guetteurs notamment, créant ainsi un sentiment d'insécurité parmi certains de nos concitoyens !

Mais à qui la faute ?

Encore et toujours à l'Etat et à l'Europe dans son ensemble qui ne savent pas gérer les conséquences de leur politique mondialiste.

De plus ces dernières années la situation de nombreux étrangers s'est encore aggravée par la dématérialisation des rendez-vous en préfectures.

C'est à ce moment là que de nombreuses associations d'Ile de France ont décidé de créer le collectif qui porte bien son nom : « Bouge Ta Préfecture » !

Voici comment cela s'est passé dans les Hauts de Seine par exemple :

L'idée est venue lorsque toutes les associations concernées par l'accueil et l'aide aux étrangers ont décidé de se rencontrer pour faire le point sur les problématiques retrouvées le plus fréquemment dans leurs permanences.

La question de la dématérialisation des rendez-vous en préfecture est très rapidement arrivée en tête.

S'il ne s'agit pas directement d'expression raciste, c'est cependant une manifestation éclatante de racisme systémique, par le mépris dont elle fait preuve vis-à-vis de personnes très largement démunies devant de telles procédures.

Cela fait donc quelques années maintenant que nous sommes organisés sur toute la Région Parisienne et, pour notre part, dans le 92 nous nous retrouvons toutes les semaines dans les locaux du Secours Catholique des Hauts de Seine où nous organisons des permanences juridiques durant lesquelles nous faisons des référés pour exiger la délivrance de rendez-vous via le Tribunal Administratif avec, bien sûr, l'aide très précieuse d'avocats.

Sans ce collectif, les migrants, seuls, isolés, ne pourraient pas faire cette démarche qui demande un maximum d'énergie et ... de solidarité !

En effet, notre seule possibilité pour stopper ce scandale et dénoncer l'attitude de ces préfectures qui se mettent « hors la loi » de par leurs démarches est d'alerter l'opinion publique en organisant ces rassemblements.

Jusqu'à maintenant ces actions ont plutôt eu des retombées positives au niveau de notre département puisque d'une part, nous obtenons une très grande majorité de rendez-vous et que d'autre part, le préfet change de temps en temps de méthode d'accueil en faisant semblant d'aller dans le sens d'une amélioration comme cette dernière trouvaille par exemple, qui est de mettre en ligne un questionnaire plus facile d'accès que le site préfectoral.

Mais, bien entendu, encore une fois, ce système est à double tranchant car, de fait, il donne encore un peu plus de travail aux associations les confortant ainsi de plus en plus nettement dans le rôle d'auxiliaires de l'administration !

Rôle que bien entendu nous avons toujours refusé de jouer !

Notre seule revendication étant la réouverture des guichets préfectoraux afin de rétablir un véritable dialogue entre cette administration très complexe et son public !

Une telle évolution aurait sur la vie de ces migrants, et donc aussi sur la manière dont ils sont perçus, un effet bénéfique tempérant les manifestations de racisme dont ils peuvent faire l'objet.

